CONSEIL NATIONAL DU RND

Les anciens ministres marquent leur absence

Ahmed Ouyahia s'est finalement sorti à moindre frais de la session ordinaire du conseil national de son parti, le Rassemblement national démocratique. La dissidence, annoncée pourtant d'ampleur au lendemain des élections du 10 mai dernier, ne se sera signalée que lors de la cérémonie d'ouverture des travaux de la session, tenue jeudi et vendredi derniers à la Mutuelle générale des travailleurs des matériaux de construction, à Zéralda.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «La dissidence ? Un non-événement», nous dira, hier vendredi, juste avant la cérémonie de clôture, un membre de la direction du parti. «Ils étaient à peine quatre personnes», assure notre interlocuteur. En tout cas, pas suffisamment pour renverser la tendance et déstabiliser un Premier ministre en exercice. Il y avait pourtant de la tension jeudi matin lorsque, pour la première fois depuis 2002 et la première grosse secousse que vivra Ouyahia depuis qu'il est à la tête du RND, des «points d'ordre » fusaient de la salle, dès qu'il déclina l'ordre du jour qu'il proposait pour la session. D'abord, un proche du SG, Belkacem Mellah, qui proposera l'inclusion, dans cet ordre du jour, d'un point relatif au renouvellement de la composante du bureau national. Puis, deux contestataires, successivement Belgacem Benhassir de Batna et Nouria Hafsi de l'UNFA. L'un comme l'autre exigent que soit lu, dès l'ouverture, le communiqué au vitriol, rédigé par les contestataires et exigeants rien moins que le départ de Ouyahia de son bureau ainsi que la tenue d'un congrès extraordinaire avant les élections locales. Mais pour ces trois «points d'ordre», Ouyahia oppose la loi impitoyable du nombre. «J'ai proposé un ordre du jour, et c'est à la plénière de l'approuver ou pas.» Ce qui se fera d'ailleurs de suite, à l'unanimité des présents moins quatre voix.

Ouyahia pouvait dès lors mener les travaux à sa guise. A ses opposants, il propose de venir s'exprimer lors des débats, lorsque le point concernant la situation organique sera abordé. N'empêche, et à l'extérieur de la salle, ce sera une autre histoire. Deux groupes de militants, l'un favorable au SG et l'autre hostile, sont face à face. Le ton ne tardera pas à monter et une rixe éclate entre les deux camps. Mais les choses se tasseront par la suite.

Il faut dire que Ouyahia avait la majorité acquise avec notamment les poids lourd du parti tels le président du Sénat, Abdelkader Bensalah, ainsi que l'ensemble des ministres actuels du parti, à l'exception du ministre des Affaires religieuses, Bouabdallah Ghoulamallah qui était en déplacement à l'étranger. En revanche, l'on notera l'absence énigmatique des anciens ministres du parti, comme Ahmed Attaf, Yahia Guidoum, Abdelkrim Harchaoui, Lahcen Moussaoui et l'ancien secrétaire général de la présidence sous Liamine Zeroual, Ammar Zegrar.

Dans les coulisses du parti, l'on soupçonne en la chose une démarche concertée.

«Cela ne pouvait pas être un pur hasard», nous dira un membre de la direction nationale sans pour autant fournir une explication. Est-ce là l'expression d'un mécontentement passager ou les prémices d'une autre fronde qui se prépare ? Il y va de soi que les tout prochains jours verront beaucoup de choses se passer au sein du parti de Ouyahia. En décidant de ne satisfaire aucune des doléances formulées par les contestataires, pas même le moindre changement dans la composante du bureau national, Ouyahia aura certainement entamé, là, une deuxième phase dans sa contre-offensive. Et dans de telles circonstances, l'homme se montre toujours sans état d'âme ! C'était d'ailleurs ainsi en juin 2002 : aucun de ses contestataires de l'époque n'a survécu à la purge…

K. A.

LA CRISE SE CORSE AU FNA

Session houleuse du conseil national

La crise qui secoue ces derniers jours le FNA a enregistré ce week-end un pic avec une session ordinaire du parti, vendredi, qui a été tout sauf sereine.

M. Kebci – Alger (Le Soir) - En effet, le quartier où se situe le siège national du parti, en plein centre de la capitale, donnait l'allure, hier, d'un point de départ d'une quelconque manifestation de rue avec, en sus, une bien remarquable présence policière.

Pour cause, les contestataires, menés par les deux meneurs les plus en vue, les membres du bureau national et nouveaux députés du parti démissionnaires, Ayache Khenchali et Amine Osmane, sont passés à l'action comme pour montrer à Moussa Touati leur détermination à aller au bout de leur principal mot d'ordre : avoir la tête du président du parti. Ils étaient, en effet, assez nombreux, les militants du parti, dont des chefs de bureau de wilaya, des députés anciens et nouveaux et des membres du Conseil national, à pointer, tôt, devant le siège national du parti et crier leur refus de la gestion unilatérale et «familiale» des affaires du parti par Touati.

Ce qui n'a pas empêché, cependant, la session du Conseil national de se tenir, avec la présence d'une cohorte de militants fidèles au président, qui ont obstrué l'accès à la réunion des membres du Conseil national contestataires.

Des membres auxquels Touati, dans son allocution à l'ouvertrue des travaux, a tenu à dénier cette qualité du fait, dira-t-il, documents à l'appui, «pour leur écrasante majorité, ces gens ont démissionné des rangs du parti de leur propre chef ou en ont été exclus pour diverses raisons».

Avant de leur porter l'ultime estocade en les accusant de sous-traiter pour des cercles du pouvoir et de reconnaître sa faute, celle d'avoir admis dans les rangs du parti, et soutenu leur promotion, des gens qui ne le méritaient pas». Il en voudra pour preuves, d'abord le départ des députés du parti dont deux se trouvent être les porte-étendards de la contestation, juste au lendemain des dernières législatives à l'issue desquelles le parti a crié, comme bon nombre de partis, à une fraude massive et à la spoliation du parti d'un nombre plus élevé de sièges. Ensuite, poursuit Touati, l'offre qui lui a été personnellement faite de cesser l'opposition et rejoindre le giron péripéhrique au pouvoir en contrepartie de deux strapontins gouvernementaux. Sollicitation que l'intéressé affirmera avoir déclinée au motif que le «FNA est un parti des zaoualias et le demeurera». Affirmation dont les contestataires «rient» ou presque en la tournant en dérision, mettant en avant le préalable «scandaleux» de sommes d'argent pour tout postulant à la députation au nom du parti aux dernières législatives. «Notre liste a été contrainte de débourser pas moins de 300 millions au risque de se voir disqualifier», tonnera Ayache Khenchali pour qui, il est logique que des militants qui ont souscrit à cette obligation réclament leur argent dont on ignore l'usage. Le député de Batna fustigera Touati qu'il accusera de «gestion unilatérale des affaires du parti», avant de lui donner rendez-vous pour le prochain congrès du parti. «Nous sommes loin d'être minoritaires comme le susurre le président, nous sommes 140 membres du Conseil national dont 9 membres du bureau national, 40 bureaux de wilaya et les neuf députés du parti qui menons la protestation», dira-t-il. Pour sa part, Amine Osmane, ex-membre du bureau national et nouveau député élu à Blida, descendra en flammes Touati dont il a été longtemps son bras droit. «Il est temps que le parti renoue avec le fonctionnement démocratique de ses instances, indépendamment des personnes», affirmera-t-il, non sans démentir les «accusations sans fondements» que leur porte le président du parti liées à leurs prétendues accointances avec des cercles du pouvoir. C'est de la simple dérobade pour pouvoir pervertir notre contestation», soutiendra-t-il.

M. K.

RAPPORT DE LA CNSEL SUR LA FRAUDE ÉLECTORALE

Rififi à la commission Seddiki

La Commission nationale de surveillance des élections législatives (Cnsel) a du mal à clore dans la sérénité sa mission. La rédaction et l'adoption du rapport final sur la fraude électorale lors des législatives du 10 mai ont fait naître des polémiques. C'est Rachid Lourari, représentant du PLJ au sein de la Cnsel, qui, jeudi, a ouvert publiquement les hostilités. Il a, en effet, dans une déclaration à *El Khabar*, assucé Seddiki d'avoir manqué aux dispositions du règlement intérieur de la commission dans l'adoption du rapport final qui devrait être transmis au président de la République. Lourari a évoqué, en outre, une contestation partagée par les collègues du FLN et du RND. Le contraire aurait étonné, au demeurant, puisqu'il ne s'imagine pas que le FLN se mette à dénoncer une fraude qui lui a grandement profité. De même pour le RND qui, jusque-là, s'est muré dans un silence parlant.

En attendant de saisir ce qui a motivé, pour de vrai, la sortie de Rachid Lourari, les représentants du FLN et du RND au sein de la commission sont dans leur rôle. Leur refus de cautionner le contenu du rapport final se comprend, d'autant plus que la copie de Seddiki est une littérature, visiblement documentée, au vitriol à l'encontre de l'administration. La réplique de Seddiki, qui se voit obligé de souscrire à un bras de fer avec ses détracteurs parmi les membres de sa commission, ne s'est pas fait attendre. A travers un communiqué public, il a œuvré à démonter l'une après l'autre les accusations de Rachid Lourari. Il a affirmé que l'adoption du rapport final de la commission est intervenu dans le respect absolu des dispositions du règlement intérieur et que les contestataires du rapport ne sont pas au nombre de 12 comme prétendu par son accusateur. Pour Seddiki, ceux qui assènent aujourd'hui une telle accusation sont ceux qui ont choisi de délaisser les travaux de la commission pour vaquer à leurs occupations propres et qui ont quitté la séance d'adoption du rapport. Enfin, Seddiki a souligné qu'il appartient aux membres de la commission d'entrevoir une action en justice contre l'auteur de l'accusation, Lourari en l'occurrence.

S. A. I.

ALI LASKRI À PROPOS DE LA CRISE QUI SECOUE LE FFS :

«Des chargés de mission veulent déstabiliser le parti»

Décidément, le plus vieux parti de l'opposition vit mal sa participation «tactique» aux législatives du 10 mai dernier. En témoigne la réaction de son premier secrétaire, hier, à partir de Constantine, à la sortie médiatique fracassante de son ancien premier secrétaire, Karim Tabou, qui a ouvertement accusé la direction du parti de «participer aux équilibres internes du pouvoir» contre «un strapontin non mérité».

En effet, en décidant de participer aux élections législatives après les avoir boycottées durant deux législatures, le parti d'Aït-Ahmed savait bien que celle-ci provoquera, à coup sûr, des réactions négatives et des mécontentements. Mais certainement pas une «fronde» qui sera menée par des hauts cadres du parti et des figures de proue de la trompe de Karim Tabou, membre du conseil national et ancien premier secrétaire du parti, «éjecté» la veille de la campagne électorale. Son successeur, Ali Laskri, qui répondait hier à une question du Soir d'Algérie s'agissant des voix dissidentes qui se sont élevées pour dénoncer «un compromis avec le pouvoir, une normalisation et une déviation du FFS de sa ligne historique», il qualifiera ces derniers de «chargés de mission.» «Il y a des chargés de mission qui veulent déstabiliser le Front des forces socialistes. Il n'y a pas de fronde. Aussi, nous ne serons pas détournés de l'essentiel qui est de capitaliser la re-mobilisation au sein de la société et de donner le primat au politique», a déclaré hier Ali Laskri à partir de Constantine où il a présidé au palais de la culture Malek-Haddad, une rencontre régionale des mandatés, fédéraux et députés de la région Est. Et de poursuivre en ce sens, visiblement mal à l'aise et irrité par la portée qu'a donnée la presse aux propos de Samir Bouakouir et Karim Tabou, tous deux suspendus : «Certes, il y a des voix internes qui se sont élevées. Ils ont travaillé contre la campagne électorale du parti et le camarade qui s'est exprimé dans la presse, candidat deuxième de la liste de Tizi Ouzou, ne voulait pas que le parti gagne des sièges dans la wilaya. Il a même fait campagne contre le FFS. Aujourd'hui, il dit même que les sièges gagnés à Bordj Bou- Arréridj (après délibérations du Conseil constitutionnel) sont illégitimes.» Sur cette question, précisément soulevée par Tabou, qui estime que les sièges obtenus par le FFS dans cette wilaya ne sont pas mérités et a dénoncé la position de la direction qui «accepte des strapontins», Ali Laskri se défend et récuse cette accusation. «C'est notre droit. Nous avons été spoliés. A l'instar d'autres partis, nous avons déposé des recours par rapport aux procès-verbaux. Nous l'avons fait également pour ce qui est des circonscriptions d'Oran, Blida, Ghardaïa et Tébessa. Nous sommes victimes du dispositif des 5% mis en place par le pouvoir pour éliminer les partis», a souligné le premier secrétaire du FFS, visiblement remonté contre la presse qui fait, dira-t-il, dans «l'intox.»

«A l'exception d'un ou de deux quotidiens, je dis que dans la maison de la presse, dès que le FFS a lancé la campagne, on a sorti des camarades qu'on a médiatisé, mais pas le FFS qui n'a pas bénéficié d'une couverture médiatique équitable de sa campagne électorale. Et là, atteste-t-il, c'est une stratégie pour neutraliser le FFS. Il y a des forces externes et internes et on est conscient qu'elles veulent déstabiliser le parti. Et je le dis franchement : personne ne peut nous déstabiliser par rapport aux objectifs que nous avons tracés. Personne ne peut déstabiliser le FFS ou Hocine Ait-Ahmed.»

Interrogé sur l'éventuelle participation de sa formation au prochain gouvernement, Ali Laskri est resté évasif se contentant de dire que «nous nous sommes inscrits dans la réhabilitation du politique. C'est cela notre priorité». Et de nuancer par la suite comme pour dire que cette option n'est pas à écarter. «Notre objectif, et ceci on l'a expliqué lorsqu'on a décidé de participer aux élections, est la construction démocratique mais il faut d'abord réhabiliter le politique.»

Farid Benzaid

PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT

Le rappel à l'ordre de Soltani

Le président du Mouvement de la société pour la paix a rappelé, hier, les décisions prises le 19 mai dernier par le majliss echoura de sa formation. «Les trois mesures adoptées sont claires, mûres et responsables : refus de participer au prochain gouvernement, présence à l'Assemblée populaire nationale pour défendre les questions qui engagent la nation, engagement au sein de l'Alliance verte avec pour objectif de la restructurer et de la dynamiser», explique Bouguerra Soltani dans un communiqué de presse rendu public hier. Suite à ce rappel, le président du MSP a tenu à faire les précisions suivantes : «Les deux instances chargées de la mise en œuvre de ces mesures sont le bureau exécutif, pour l'aspect lié à l'application, et le majliss echoura pour l'aspect ayant trait au suivi.» Il dénoncera certaines «informations parues dans la presse» relatives à la lecture qu'ont fait certains cadres des mesures adoptées par le conseil consultatif. Il semble que ce communiqué est adressé à ceux qui souhaitent un retour du MSP au sein de l'équipe gouvernementale.

T. H.